

La mine : priorité à un avenir durable⁽¹⁾

La profession minière a tout intérêt à faire sienne le concept d'entreprise responsable.

Programme des Nations-Unies pour l'environnement

La mine est à la base du développement industriel. Elle est le fondement de l'économie et influence fortement le mode de vie des régions où elle existe. C'est surtout depuis le début de la révolution industrielle que l'homme a recherché les minéraux qu'il utilise pour diverses fonctions, dont la production d'énergie. Aujourd'hui, la mine a une importance fondamentale dans l'économie de nombreux pays développés ou en développement.

La mine est une industrie colossale : « Actuellement, il s'arrache de la terre plus de matériaux par l'activité minière que par l'érosion de toutes les rivières. L'extraction minière et le raffinage des minerais consomment à peu près le dixième de l'énergie utilisée dans le monde et, mesurés en

milliards de tonnes, les résidus miniers écrasent toutes les autres sources » [1]. Dans certains pays, les mineurs artisanaux sont beaucoup plus nombreux que les travailleurs des entreprises minières.

Une activité de cette ampleur a de sérieuses conséquences, locales et globales, pour l'environnement. La mine a détruit des habitats naturels, pollué l'air, les sols et les eaux et accumulé d'énormes quantités de déchets qui peuvent avoir des impacts sur l'environnement pendant des décennies après sa fermeture. Elle a perturbé ou déraciné des communautés entières et laisse un héritage de sites abandonnés en plus de ses autres atteintes à l'environnement. La mine artisanale est souvent responsable de contamination et d'empoisonnement par le mercure.

Jusqu'il y a peu, les compagnies minières ne se préoccupaient guère de ces atteintes et avaient peu de réglementations à respecter. Bien que le

souci de l'environnement soit de plus en plus intégré de nos jours dans la planification et l'exploitation des mines, beaucoup d'exploitations, en particulier dans les pays en développement, devraient être améliorées pour répondre aux attentes actuelles en matière de responsabilité environnementale.

L'industrie minière change très vite pour faire face aux pressions provoquées par la globalisation du marché des minéraux : restructuration, influence accrue des actionnaires, améliorations techniques et de la gestion. La nécessité de répondre aux défis environnementaux est une autre force puissante de changement. Certains de ces défis viennent d'impacts locaux, d'autres de problèmes globaux comme le changement climatique.

La controverse à propos de l'utilisation de cyanure pour l'extraction des métaux (à la suite de plusieurs accidents) et

l'arrêt de plusieurs projets miniers près du parc de Yellowstone aux Etats-Unis, illustrent la sensibilité du public aux conséquences environnementales de la mine. Quand elles demandent des permis et des concessions, les compagnies doivent travailler avec les communautés concernées comme avec les autorités. Elles découvrent qu'une bonne image et un bon palmarès environnementaux sont un avantage et une mauvaise image un vrai handicap.

L'image positive, que donnait la profession, d'une activité source de richesse et d'emploi est contestée par les ONG et par d'autres. L'étendue des dégâts sociaux et environnementaux que la mine peut provoquer a été largement portée à la connaissance du public. L'intérêt croissant du public pour leurs activités et l'adoption de nouvelles réglementations, ont forcé les compagnies à s'intéresser davantage à leurs performances environnementales. De plus, des accidents dans les pays en développement ont provoqué, dans l'industrie, une prise de conscience de la nécessité d'améliorer partout la sécurité. Même s'ils sont actuellement poussés jusqu'à un certain point par le besoin de présenter une meilleure image environnementale, les progrès techniques visent fondamenta-

lement à augmenter la productivité. Néanmoins, s'ils améliorent beaucoup les performances financières de l'entreprise, les économies d'énergie, la réduction des déchets et d'autres résultats dus aux changements technologiques améliorent aussi ses performances environnementales et son image.

Les technologies qui permettent de supprimer ou de réduire la plupart des effets sur l'environnement existent aujourd'hui. Néanmoins, pour que le progrès continue, il faut que les décisions ne soient pas prises sur les seuls critères techniques et économiques. Dans beaucoup d'autres industries on ne choisit pas simplement les bonnes techniques de réhabilitation ou de dépollution, mais on adopte des méthodes de gestion qui intègrent tout l'environnement. Les systèmes de management environnemental (formalisés par les certifications EMAS ou ISO 14000) fournissent le cadre dans lequel coordonner les actions environnementales. Jusqu'à présent, seules quelques rares grandes entreprises minières, fortement internationalisées, ont adopté ces systèmes. Un des enjeux pour cette industrie est de faire en sorte que ces concepts soient connus et utilisés par les plus petites entreprises comme par les fournisseurs, les sous-traitants et les consultants.

Au-delà des considérations spécifiques à un site, l'industrie dans son ensemble n'a pas suffisamment conscience de l'impact de son activité sur l'environnement global. Malgré les énormes quantités d'énergie utilisée pour la mine et la métallurgie extractive, on ne note que quelques timides programmes organisés d'économie d'énergie au niveau de la profession, et dans de rares pays. Les responsables de la profession minière doivent comprendre que des questions comme le changement climatique et la biodiversité nécessitent une réponse coordonnée de leur part. Dans cette optique, la profession doit être davantage sensibilisée et définir une « éthique » sectorielle, en d'autres termes faire sienne le concept d'« entreprise responsable » discuté au sein de la Commission du développement durable et reconnaître son rôle pour guider la gestion et l'utilisation des ressources naturelles.

Le concept d'entreprise responsable implique la définition d'objectifs environnementaux et des moyens pour les atteindre. Les compagnies doivent être prêtes à constituer des partenariats et à travailler avec les gouvernements, les organisations internationales et les autres organismes qui sont impliqués dans les ques-

tions environnementales et sociales.

Elles pourraient aussi avoir besoin d'établir des échanges avec des groupes d'intérêts qui, parfois, ont été perçus comme inamicaux ou même hostiles à leur industrie.

Il n'existe pas aujourd'hui de forum global où débattre des questions stratégiques et à long terme qui intéressent la mine. Une initiative a eu lieu, en 1994, quand la PNUE, le Conseil international des métaux et de l'environnement (ICME), la conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et la Banque mondiale ont organisé une conférence au sommet à Washington avec les principales parties intéressées. L'existence d'un forum permanent de ce type pourrait accélérer la formation d'un consensus sur l'entreprise responsable, les objectifs environnementaux et des systèmes de contrôle plus souples.

Il faut aussi encourager et améliorer les échanges d'informations sur un ensemble de sujets techniques et politiques. Beaucoup d'exploitants miniers et de fonctionnaires peinent à trouver les guides techniques dont ils ont besoin au quotidien pour leurs décisions. Il est difficile de trouver des sources d'informations globales, libres d'accès et neutres. Il n'existe

pas aujourd'hui de base de données internationale sur les techniques, de répertoire des normes et réglementations ou de source d'informations à jour sur l'utilisation des outils du management environnemental. Le site du forum conjoint PNUE/CNUCED sur les ressources minérales (MRF) a été conçu en réponse à cette situation, pour faciliter l'échange gratuit d'informations concernant l'environnement [2]. Il devait être mis en place mi 1998 et sera accessible à tous les organismes intéressés qui pourront y entrer de l'information. Mais, ce n'est qu'une réponse et il y a place pour d'autres initiatives.

Au-delà de l'amélioration de l'information, il est besoin d'un consensus au sein de la profession minière et entre l'industrie, les gouvernements et les organisations internationales. Il reste beaucoup à faire, par exemple, sur l'utilisation des terres, les droits des autochtones, la réhabilitation des sites, le traçage des produits, la responsabilité des sites orphelins, les décharges en mer et le statut de la mine artisanale. Quelques sujets importants sont traités. Mais, l'action sur d'autres est plus hésitante. Dans certains cas même, l'industrie n'a pas une vision claire de ce qu'il faudrait faire. Les articles présentés dans ce numéro traitent de la mise au

point de solutions plus qu'ils n'examinent de près les techniques minières et leurs impacts écologiques. Même si nous reconnaissons et soutenons les efforts déjà accomplis par certains, il est clair que la profession doit faire plus. Le temps est venu de prendre date et d'aller de l'avant.

Le caractère non renouvelable des ressources naturelles a suscité bien des réflexions sur le sens du concept de développement durable appliqué à la mine. L'industrie elle-même a souvent mis en avant le caractère recyclable des métaux et d'autres produits minéraux. Nous espérons que ce numéro d'*Industrie et Environnement*, consacré à la mine et au développement durable contribuera aux efforts faits par l'industrie minière et d'autres parties pour qu'elle contribue significativement à ce développement durable.

Note

(1) • Traduit de l'anglais par Michel Turpin.

Bibliographie

[1] • Worldwatch paper 109 : Mining the Earth 1991

[2] • Industry and Environment October December 1997 p 28 – Publication PNUE 39-43 quai André Citroën 75739 Paris Cedex 15